



*Décision Président de la Communauté d'Agglomération  
de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane*

**RESSOURCES HUMAINES - FORMATION DES ÉLUS**

**CONTENTIEUX EN MATIÈRE DE PERSONNEL – RECOURS AUX SERVICES D'UN AVOCAT  
– REGLEMENT DES FRAIS ET HONORAIRES CORRESPONDANTS**

Considérant que la Communauté d'Agglomération a engagé une procédure disciplinaire à l'encontre d'un de ses agents titulaires et demande sa révocation, pour des faits constitutifs de graves manquements au devoir de probité et de loyauté des fonctionnaires,

Considérant qu'il convient d'assister la collectivité et de recourir aux services d'un avocat spécialisé en droit de la fonction publique, et que le Cabinet d'avocats SEBAN et ASSOCIES ayant son siège social à Paris (75007), 282 Boulevard Saint-Germain, dispose des compétences nécessaires et des qualifications en la matière,

En vertu des délibérations du Conseil communautaire en date des 8 juillet, 29 septembre et 17 novembre 2020, 2 février, 16 mars, 13 avril, 25 mai, 19 octobre, 7 décembre 2021 et 31 mai 2022 donnant délégation au Président de décider de recourir aux services d'avocats, d'avoués, d'huissiers de justice, d'experts et de commissaires enquêteurs, fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires et intenter au nom de la Communauté les actions en justice ou défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction.

**Le Président,**

**DECIDE** de recourir aux services du Cabinet d'avocats SEBAN et ASSOCIES ayant son siège social à Paris (75007), 282 Boulevard Saint-Germain pour défendre et représenter les intérêts de la Communauté d'Agglomération devant le Conseil de discipline, dans le cadre de la procédure disciplinaire engagée par la collectivité contre un de ses agents titulaires, et sa demande de révocation pour des faits constitutifs de graves manquements au devoir de probité et de loyauté des fonctionnaires.

**DECIDE** de procéder au règlement des frais et honoraires correspondants.

**PRECISE** que la présente décision sera portée à la connaissance du Conseil communautaire lors de sa prochaine réunion.

**INFORME** que cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux par saisine de son auteur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Béthune, le 1.0.DEC.2024

Par délégation du Président  
Le Vice-président délégué,



**LE MOINE Jacky**

Certifié exécutoire par le Président  
Compte tenu de la réception en  
Sous-préfecture le : 10 DEC. 2024

Et de la publication le : 10 DEC. 2024

Par délégation du Président  
Le Vice-président délégué,



**LE MOINE Jacky**